

Grèves en chaîne - le discours non-stop des éditocrates antisyndicaux

lundi 6 août 2018, par [GONTIER Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2018).

Ce 3 avril 2018, premier jour de la grève des cheminots, la même image tourne depuis des heures sur BFM TV : celle d'un quai de gare bondé, barrée d'une flèche rouge désignant une « passagère poussée sur les voies ». Le présentateur interpelle un représentant de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) : « Vous avez vu les scènes de pagaille qu'on a montrées ! Ça ne pourra pas durer trois mois comme ça ! » Il va y avoir des morts !

Lancé la veille dans une tribune du *Point* intitulée « Recenser les décès liés aux grèves, quelle bonne idée ! », le sujet a gagné le petit écran. « *On a répertorié deux blessés, des tonnes de malaises dans les rames* », alerte la députée Emmanuelle Ménard, apparentée Front national, dans « 24h Pujadas », sur LCI. « *Et ça pourrait durer trente-six jours dans les trois prochains mois !* », renchérit David Pujadas, qui se tourne vers M. Adrien Quatennens, député de La France insoumise : « *Quand on voit (...) ce qui s'est passé, les gens qui rentrent par les fenêtres, les deux blessés, vous dites : "On est prêts à faire trente-six jours de cette grève-là" ?* » Au risque de provoquer une hécatombe ?

« *Cette grève perlée (...), pour les usagers, c'est une sorte de supplice chinois* », assure M. Gilles Le Gendre, député de La République en marche. Si au moins les cheminots tuaient leurs victimes sur le coup ; mais ils les torturent d'abord. Le lendemain, ce débat national lancé par les chaînes d'information en continu s'approfondit encore. Invitée sur CNews (« Grève et santé, le lien ? »), la docteure Brigitte Milhaud révèle que la grève engendre « *un stress négatif à tous points de vue, mêlé à la peur de rater son train, la peur d'arriver en retard (...). Il y a ce sentiment d'impuissance (...) et ça, c'est très mauvais pour la santé. Ça va avoir des répercussions sur le sommeil, entraîner une baisse de l'immunité, des troubles de l'humeur, jusqu'à des dépressions* ». Et il n'y aura même plus de trains pour se jeter dessous...

Ce spectacle conforte l'analyse [1] inspirée au sociologue Pierre Bourdieu par la couverture des grèves de 1995. Il fondait alors son propos sur les journaux de trois chaînes hertziennes, ainsi que sur deux magazines d'actualité, « La France en direct » et « La marche du siècle ». Aujourd'hui, il existe quatre chaînes d'information gratuites : BFM TV, CNews, LCI et Franceinfo (France 24, Euronews, RT et i24news sont plus confidentielles). Le succès de « C dans l'air », talk-show quotidien d'actualité sur France 5 entrecoupé de reportages, de propos d'experts, de bavardages éditorialisants..., a entraîné sa réplique sur les chaînes info (« 24h Pujadas ») comme sur Canal Plus (« L'info du vrai »). Des « Marche du siècle », il y en a désormais douze par jour !

Ainsi, la « *circulation circulaire de l'information* » diagnostiquée par Bourdieu s'est intensifiée. Il faut remplir cet immense espace, usiner chaque jour des thèmes, des angles, des polémiques. Après la santé, la violence. « *On va vous montrer ces dégâts que vous avez vus tout au long de l'après-midi sur BFM TV* », plastronne un présentateur après les manifestations du 1^{er}-Mai. Des envoyés spéciaux dépêchés dans maintes gares et universités, ou au contraire concentrés sur deux cents mètres carrés de cortège, recueillent la parole de passagers « *exaspérés* », d'étudiants « *révoltés* » (de ne pas pouvoir passer leurs partiels), de commerçants « *au bord des larmes* » devant leur

boutique « *dévastée* ». Des bribes de leurs propos seront diffusées dans les journaux toutes les demi-heures, accompagnées de bandeaux alarmants : « SNCF : TRAFIC QUASI NUL GARE DE LYON » le matin, « SNCF : LA COHUE SUR LE CHEMIN DU RETOUR » le soir ; bref, « UN MARDI NOIR COMME PRÉVU », pendant que dans les « UNIVERSITÉS : LA FRONDE CONTINUE ». Résultat : « ARCUEIL BLOQUÉ, PARTIELS ANNULÉS » ; pis, des « SCÈNES DE VIOLENCE EN PLEIN PARIS ».

La flèche rouge désignant la passagère victime des cheminots, la vitrine brisée d'un concessionnaire automobile s'intègrent aussi à la boucle vidéo qui occupe la majeure partie de l'écran pendant que, dans un coin, débattent de doctes éditorialistes. En 1995, on ne les appelait pas encore « éditocrates » ; ils restaient confinés aux colonnes de leurs journaux. Aujourd'hui, ils se croisent, s'ébattent, se relaient de plateau en plateau. Le gros des troupes vient de titres aussi subversifs que *Le Figaro*, *Le Journal du dimanche* (aligné sur les positions présidentielles et très prisé sur BFM TV), *Valeurs actuelles*, *Le Point*, *L'Opinion*, *Atlantico*. Pour représenter la « gauche » : Laurent Joffrin (*Libération*), Françoise Fressoz (*Le Monde*), rarement rejoints par Patrick Le Hyaric (*L'Humanité*). Une armée d'experts les seconde, tel l'omniprésent Bernard Vivier, directeur d'un « Institut supérieur du travail » dont l'intitulé académique dissimule un lobby patronal.

Le 3 avril, sur dix-sept heures d'antenne de BFM TV, la grève et ses affres occupent près de onze heures trente minutes, soit 85% du temps (hors publicité et météo). De ce flot de paroles émergent les nouveaux concepts destinés à remplacer les anciens, frappés de discrédit. Cette année, la « gréviculture » a succédé à la « prise d'otages », victime d'une sérieuse avarie. Le 27 février, au lendemain de l'annonce de la réforme du statut de cheminot, Pujadas présente sur LCI la question du jour, « SNCF : a-t-on le droit de bloquer la France ? ». Sur des images de trains à vapeur, une journaliste évoque « *un statut qui a plus d'un siècle* », conservé « *même si les conditions ont changé* » — alors que, depuis le début du conflit, la ministre des transports n'a pas réussi à avancer des justifications autres qu'idéologiques à sa suppression [2]. Le publiciste François de Closets, rendu célèbre par son livre à succès antisyndical *Toujours plus !* en... 1982, surjoue son indignation pour la millième fois de sa carrière : « *Les syndicats menacent de nous prendre en otage dans des conditions scandaleuses !* » En face de lui, M. Bruno Poncet, jeune représentant syndical de SUD-Rail, ne s'en laisse pas conter.

« *N'employez jamais le mot "preneur d'otages".*

— *Ah si, je l'emploie, je me sens pris en otage.*

— *Moi, j'ai été pris en otage (...).*

— *Vous faites allusion à...?, s'enquiert David Pujadas.*

— *J'étais au Bataclan (...). Les preneurs d'otages, les terroristes, je sais ce que c'est. »*

Exit, donc, la « prise d'otages » (sauf dans les témoignages des usagers). Et bienvenue à la « gréviculture », tellement plus distinguée. Après qu'un porte-parole de La République en marche a employé ce terme, toutes les chaînes le reprennent — non sans avoir « enquêté », professionnalisme oblige. « *On s'interroge sur l'existence ou pas d'une culture de la grève, une gréviculture* », annonce Pujadas le 2 avril, sollicitant une journaliste de LCI : « *Vous avez mis la main sur un document, un document qu'on n'a pas l'habitude de voir...* » Un rapport secret ? « *Un document assez unique*, confirme l'intéressée. *On a trouvé ces chiffres sur le site de la SNCF.* » Ce trophée journalistique « *répertorie les jours non travaillés depuis 1947. Et on se rend bien compte qu'il y a une culture de la grève* ». Les chiffres (de la direction) ne mentent pas.

« Depuis soixante-dix ans, David, il ne se passe pas une année sans grève dans cette entreprise.

— Pas une année sans grève à la SNCF, répète « David ». Cette gréviculture, elle existe, alors. »

La France en est atteinte, aussi sûrement que ses compagnies républicaines de sécurité (CRS) souffrent du « syndrome de Sivens », ou du « syndrome Malik Oussekin » [3], qui les retient d'intervenir quand « des professionnels du terrorisme urbain détruisent tout sur leur passage », au point qu'un expert de BFM TV, « spécialiste de la sécurité », voit « le centre de Paris saccagé » le 1^{er}-Mai, alors que chacun pouvait constater sur place l'ampleur très limitée des dégâts.

Gages de pluralisme, les représentants contestataires conviés sur les plateaux se retrouvent devant un tribunal dont l'impartialité saute aux yeux, comme en témoignent les titres choisis par Yves Calvi dans « L'info du vrai » les 2 et 19 avril : « GRÈVES : BORDEL ASSURÉ » ; « UNIVERSITÉS, NOTRE-DAME-DES-LANDES : LE DÉSORDRE RÉPUBLICAIN ». Pour parler au nom des « Français », les chaînes disposent d'un bataillon de professionnels de l'opinion. Sondeur attitré de BFM TV, Bernard Sananès affirme : « Jusqu'à présent, les gens se prononçaient par rapport à l'esprit de la réforme, pour ou contre la réforme. Maintenant, ils vont se prononcer plutôt sur : "Est-ce qu'on est pour ou contre la grève ?" » Seulement si sa société de sondage le décide, puisque c'est elle qui pose la question. Et puis Christophe Barbier, évincé de la direction de *L'Express*, a installé son lit de camp sur le plateau. Le silence du président de la République depuis le début de ce conflit, « c'est une force ou une faiblesse ? », l'interroge la présentatrice (4 avril). « C'est une force !, réplique l'éditorialiste. *Tel Napoléon, il se garde en réserve comme la cavalerie de Murat pour déferler sur le champ de bataille le jour où ça sera nécessaire.* » Ça sera le Waterloo des cheminots.

Ce printemps, la commémoration de Mai 68 a fait entendre d'étranges échos. « Cinq mille étudiants empêchent les six cent mille autres de travailler », regrettait le ministre de l'éducation de l'époque Alain Peyrefitte [4]. « Enfin !, s'écrit Pascal Praud, animateur de CNews, après l'évacuation de la faculté de Tolbiac. *Quand une poignée d'individus empêche le plus grand nombre de travailler (...). Les insurgés en pyjama ont quitté l'amphi Dodo. En réveillant les étudiants, les CRS ont réveillé notre conscience.* »

Samuel Gontier

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/06/GONTIER/58730>

Notes

[1] Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, suivi de *L'Emprise du journalisme*, Liber - Raisons d'agir, Paris, 1996. Lire aussi Serge Halimi, « Les médias et les gueux », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996.

[2] Cf. *Le Canard enchaîné*, Paris, 16 mai 2018.

[3] Référence à deux manifestants tués par les forces de l'ordre, Rémi Fraisse en 2014 à Sivens et Malik Oussekiné en 1986 à Paris.

[4] 68, sous les pavés... les flics, documentaire de Laurent Chabrun et David Korn-Brzoza, France 3, 30 avril 2018.